

Ecrit par le 22 novembre 2024

Elections : une abstention record et un RN qui s'enracine

Les Régionales d'abord. Une abstention historique de 66,28% et finalement, une triangulaire qui se profile en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Donné largement vainqueur par les sondages, Thierry Mariani (RN) arrive en tête (36,38%) devant Renaud Muselier (LR) avec 31,91% des voix, 3^e : Jean-Laurent Félizia (Rassemblement Ecologique & Social) 16,89%. Venu au Pontet, devant plus de 70 journalistes et envoyés spéciaux radio, TV, presse écrite rassemblés au stade de Fargues, le candidat vauclusien du RN ne cache pas sa déception : « Vous êtes des milliers à vouloir que ça change dans ce pays et vous n'allez même pas voter. Si vous vous abstenez, c'est le candidat de Macron (Muselier) qui va être élu, prenez vos responsabilités, ne laissez personne décider à votre place, votez ». Même son de cloche chez la présidente du RN, Marine Le Pen: « C'est un véritable désastre civique » et elle demande un 'sursaut' à ses militants.

« Je n'ai jamais cru aux sondages. »

Renaud Muselier

Tout sourire en revanche, le LR Renaud Muselier apparaît à la tribune puisque 'seulement' 4,47% des voix le séparent du leader du 1er tour : « Je n'ai jamais cru aux sondages qui nous plaçaient 10 points derrière le RN. Je sais ce que nous avons vécu, ensemble, dans le Sud avec la crise sanitaire. Nous avons tous été solidaires, des hommes et des femmes qui préfèrent des blocs d'amour à des blocs de haine. » Troisième larron, Jean-Laurent Félizia qui compte bien ne pas rester inerte pour le second tour. Point de vue que partage sa tête de liste en Vaucluse Jean-Pierre Cervantès : « Pendant 6 ans, il n'y a eu aucun élu de gauche ou écologiste à la Région à Marseille. Cela nous a traumatisés. Le peuple de gauche existe, il n'est pas question de rester couchés et de recommencer à être les supplétifs de la droite ». Mais du côté des états-majors parisiens (EELV, PCF, PS) on ne l'entend pas forcément de cette oreille. On pourrait demander à Jean-Laurent Félizia de se retirer, comme Christophe Castaner l'avait fait sur injonction de Manuel Valls et de Jean-Christophe Cambadélis en 2015. Fin du suspense demain mardi à 18h avec le dépôt des listes en Préfecture.

« Le peuple de gauche existe. »

Pierre Cervantès

Écrit par le 22 novembre 2024

Pour les départementales : 2 Vauclusiens sur 3 ne se sont pas rendus dans leur bureau de vote, aucun des 34 candidats n'a été élu au soir du 1er tour. Pas même le maire RN du Pontet, Joris Hébrard malgré ses 59,83% en binôme avec Danielle Brun face au duo de gauche Philippe Pascal-Fabienne Véra (40,17%), il devra revenir en deuxième semaine, faute de quorum (65,99% d'abstentions)... Ce qui agace le candidat RN : « Notre score, bien que positif, a le goût de la défaite. C'est à cause de la défiance instillée par le gouvernement Macron depuis des mois. Les Français en ont marre, du coup ils ne se mobilisent pas. Je vais passer toute la semaine à quadriller mon canton pour les convaincre d'aller voter. »

« Les Français en ont marre, du coup ils ne se mobilisent pas. »

Joris Hébrard

Autres primes aux sortants à Pertuis pour le duo Jean-François Lovisolo (Union de la Gauche) - Noëlle Trinquier (EELV) : 45,77% en ballottage favorable devant le RN (22,49%). A Sorgues où le maire LR Thierry Lagneau totalise 49,69 des suffrages et devance de plus d'un millier de voix le RN (35,59%). A l'Isle sur la Sorgue, le maire et conseiller départemental sortant Jean-Pierre Gonvalvez (LR) est en tête (40,75%) devant le binôme RN (29,74). A Carpentras, l' élu RN Hervé de Lépinau sort renforcé du 1er tour (41,89%) devant l'ancien maire de gauche Francis Adolphe (21,44%). A Cheval Blanc on se dirige vers la réélection de Suzanne Bouchet et Chritian Mounier (LR) qui ont recueilli 40,50% des suffrages devant l'union de la gauche (30%), le RN n'a pas pu se qualifier pour le second tour. A Apt, c'est la maire et conseillère départementale LR, Dominique Santoni qui vire en tête (33,69%) devant le maire DVD de Gordes, Richard Kitaëff (27,68%). Autre duel fratricide à Orange où le fils du maire, Yann Bompard, élu sortant arrive de justesse en tête (30,51%) avec sa liste Ligue du Sud devant le frontiste André-Yves Beck (28,45%) qui était chef de cabinet du même Jacques Bompard...

Situations plus délicates

Il y a des cantons où les sortants sont en situation délicate comme à Vaison, fief de l'ancien président socialiste du Conseil Général, Claude Haut. En 2015, Sophie Rigaut l'avait emporté devant le frontiste Philippe de Bauregard. Cette fois, les rôles sont inversés, avec les mêmes adversaires, le RN arrive en tête (31,57%) devant la gauche (29,61%). A Cavaillon, le sénateur et élu départemental LR Jean-Baptiste Blanc, en binôme avec Elisabeth Amoros (38,66%), arrive derrière le duo RN Bénédicte Auzanot-Jean-Pierre Peyrard (44,37%). Dans le canton 3 d'Avignon, le sortant, le communiste André Castelli recueille moins de 40% derrière la RN Anne-Sophie Rigault qui vire en tête du 1er tour avec 46,9%. Dans le canton de Pernes, le sortant divers gauche Max Raspail totalise 26,27% des suffrages en arrivant derrière le RN qui pointe à 32,25%. Dans le canton de Valréas, la sortante LR Corinne Corinne Testud-Robert n'affiche que 28,26% derrière le RN Damien Broc (33,23%). Enfin à Monteux où le RN Rémy Rayé ne se représentait pas, c'est un autre lepéniste, Jean-Claude Ober (38,79%) qui est en tête devant le maire communiste d'Entraigues Guy Moureau (25,78%).

Ecrit par le 22 novembre 2024

Ceux qui sont sortis

Et enfin, il y a les sortants sortis dès le 1er tour, comme dans le 1er canton d'Avignon où l'élu de La REM, Alain Moretti (16,32%) a été battu et laissera sa place au vainqueur du duel Paul Ruat (RN)-Samir Allel (UDG), 32,35% contre 25,41%. Mais aussi la pugnace Darida Bélaïdi (DVG) qui s'est battue pendant 6 ans pour les habitants de la Rocade notamment, mais qui a recueilli seulement 9,65% des voix. Même scénario dans le 2e canton où l'écologiste Sylvain Jordanoff s'en va (3,83%) et laisse la place aux 2 binômes encore en lice pour le second tour : les RN Jean-François Mattéi-Carole Montagnac (28,88%) et les DVG Laurence Lefèvre-Fabrice Martinez Tocabens (23,32). Enfin, à Bollène, une sortie remarquable celle de Marie-Claude Bompard, déjà éjectée de la mairie aux Municipales. Et c'est le même homme, le socialiste Anthony Zilio qui la devance avec 50,77% des voix contre 22,32%. Il est en ballottage favorable devant le RN (26,91%) pour obtenir un fauteuil dans l'hémicycle du Conseil Départemental, Rue Viala lors de la 1ère séance de la nouvelle mandature, le 1er juillet prochain...

Espérons que dimanche 27 juin, pour le second tour, la participation sera meilleure pour que les élus aient une réelle légitimité.

Lucien Stanzione, Pourquoi et comment je défends les élus Vauclusiens auprès du législateur!

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, a poussé les portes de l'Echo du mardi pour dire ses combats et attentes. Le défenseur des élus vauclusiens s'émeut de la mise à l'amende des maires pour cause de Loi Alur et de défaut de logement social, de la fermeture des classes et des bureaux de La Poste et défend le statut de bénévole des sapeurs-pompiers volontaires. Il réclame plus de moyens pour la Police et la Justice ; promeut l'assurance pour tous les agriculteurs ; s'inquiète de la précarité des étudiants et plus largement des jeunes, se livre sur les élections départementales et s'offusque de la liste régionale de gauche Sud-Paca.

La Loi Alur

«Actuellement ? Je travaille sur la loi Alur (Accès au logement et urbanisme rénové), faisant remonter au législateur les positions des élus Vauclusiens sur la constructibilité, le PLU (Plan local d'urbanisme), les 20% de logements sociaux afin de porter des amendements qui, par exemple, aideraient les collectivités - à partir de la création d'un fonds départemental- à conserver leur droit à l'investissement. En effet, celui-ci servirait à démarrer des opérations plutôt que laisser disparaître, dans un pot commun, les montants

Ecrit par le 22 novembre 2024

des amendes pour défaut de construction de logements sociaux, vers une destination inconnue. C'est en tout cas ce sur quoi je travaille dans le cadre du projet de Loi 4D relatif à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et la simplification de l'action publique locale.»

L'Elu, une personne particulièrement exposée

«J'œuvre également sur la protection juridique des élus car, aujourd'hui, s'il a un souci judiciaire, il est traité comme un quidam ordinaire. C'est impensable car il représente l'Etat mais à ce titre-là, il n'est pas défendu comme tel. Pourtant, en plein Covid ce sont bien les maires qui sont en 1^{re} ligne pour porter assistance à leur population ! Je réclame que les élus soient autant protégés que les policiers, magistrats, sapeurs-pompiers car tous incarnent l'autorité de l'Etat sur le territoire. Je ne dis pas qu'il faut cultiver l'irresponsabilité mais qu'elle soit mesurée. Et que lorsqu'ils font l'objet d'agression, que la Justice punisse les contrevenants très durement. C'est à partir de là que s'exerce la notion de respect de la fonction.»

L'école

«Le Dasen (Directeur académique des services de l'Education nationale) de Vaucluse prévoit la suppression de 34 classes dans le département à la rentrée 2021. Je lui ai écrit pour lui demander d'attendre la rentrée 2022. Pourquoi ? Parce que même si on desserre peu à peu les verrous du confinement on ne sait pas ce qui se passera à la rentrée. D'autant plus qu'à l'heure actuelle on impose la distanciation physique des élèves, le fonctionnement de la cantine par roulement avec des plages horaires très élargies de 11h à 14h alors on ne peut pas, dans un même élan supprimer des classes !

Trois classes bientôt fermées dans le centre-ville d'Apt

«Il est, par exemple, question de supprimer trois classes -1 maternelle, 2 élémentaires- dans le centre-ville d'Apt. Pourquoi ? Parce qu'il y a deux catégories de familles qui cohabitent en centre-ville : des familles très très modestes à la situation sociale très compliquée et d'autres disposant de plus de moyens. Ces dernières disposent de voitures et emmènent leurs enfants fréquenter des écoles dans les villages alentours. Si ces classes ferment que deviendront les enfants des familles les plus modestes car, eux, ne pourront pas se rendre dans les villages avoisinants ? Fermer des classes renforcerait cette injustice et mettrait à mal les enfants qui ont, au contraire, besoin d'être aidés.»

Ne nous précipitons pas !

«Ce que je dis ? Ne nous précipitons pas sur cette rentrée des classes de septembre 2021 qui sera encore atypique comme l'a été la rentrée 2020. Attendons 2022. Nous disposons d'un plan de relance de 115 milliards d'euros, pourquoi ne pas avoir prévu d'en faire bénéficier l'Education nationale en conservant plus de classes ? La décision ? Elle sera donnée le 30 juin. Je le redis : je souhaite le maintien des classes.»

Conserver les classes

Ecrit par le 22 novembre 2024

La Poste

«La Poste s'est lancée dans la restructuration de ses bureaux, notamment via des changements d'horaires cependant ces changements ne sont pas en adéquation avec la demande des usagers qui, trouvant portes closes, fréquentent moins les bureaux ce qui induit, au fur et à mesure du temps qui passe, leur fermeture avec la logique que les usagers se rendront dorénavant à un autre bureau, même s'il se trouve loin de leur domicile. Ma bataille ? C'est qu'en zone urbaine les bureaux de Poste ne ferment pas. Nous avons failli perdre, il y a peu, La Poste de la place Pie à Avignon et maintenant se pose la question de la fermeture du bureau de Saint Ruf ! Les directeurs de La Poste ? Ils prennent un compas pour délimiter 800m, voire 1km et disent que les gens peuvent pousser la porte d'un autre bureau de Poste... Comment feront les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite pour se déplacer ? Elles ne pourront pas ! Cela a également un impact pour les entreprises.»

Conserver les bureaux de Poste

Les pompiers : le statut et le no unique 112

«Je nourris un attachement particulier pour les pompiers pour avoir travaillé auprès d'eux durant trois ans, à l'Etat-major, sur leur plan de formation. Je travaille particulièrement sur le statut du pompier volontaire car une directive européenne vient de voir le jour expliquant que toute activité, quelle qu'elle soit, est un travail et, de fait, entre dans ce cadre règlementaire. Sauf que cela n'est pas vrai pour les pompiers volontaires qui sont vacataires, appelés à la demande, ne possèdent pas de contrat de travail et, pourtant, cette directive pourrait leur être appliquée. C'est tuer le volontariat ! Alors que la particularité du service de secours français s'appuie sur deux piliers qui sont les professionnels et les volontaires qui maillent, ainsi, tout le territoire.»

Une spécificité française

«C'est une organisation assez atypique en Europe. Cela permet de disposer, dans tous les villages de France, de pompiers volontaires qui interviennent en moins de 12 mn après un appel. Sans eux ce ne serait pas possible. Je veux sauvegarder l'emploi volontaire.»

Le 112

«Le problème du 112 ? Que chacun veuille tirer la couverture à soi ! En France, il y a beaucoup de numéros d'urgence : le 15 pour le Samu, le 17 pour Police secours, le 18 pour les pompiers, le 114 pour les personnes sourdes et malentendantes, le 115 pour le social, le 3919 pour les femmes victimes de violence et, enfin, le numéro européen : le 112. Aujourd'hui, la Fédération nationale des pompiers défend l'idée de rassembler l'ensemble des numéros pour consacrer le numéro universel et européen. Ainsi, où que vous alliez, vous faites le 112 et êtes secouru alors que lorsqu'un étranger arrive en France il doit choisir entre 6 numéros différents... La réponse à l'urgence doit être simplifiée permettant de faire un dispatching derrière le 112 et selon la nature du besoin. Je ferai cependant une exception pour le 3919 (violences faites aux femmes), dont je pense qu'il doit être préservé car ce qui est dit est de l'ordre de

Ecrit par le 22 novembre 2024

l'intime et doit être traité différemment.»

Conserver le statut de Sapeurs pompiers volontaires

Le service public de la police

«J'ai fait partie des personnes qui ont participé à la manifestation de soutien à [Eric Masson](#), le policier assassiné, aux côtés de cinq autres socialistes et des 40 policiers avignonnais. Je trouve que celle-ci a été détournée et noyauté par certains partis politiques qui sont venus en masse arborant leur écharpe, faisant de leur présence une démonstration de force politique. Alors que l'objectif était de soutenir un policier assassiné, une famille détruite... Je m'en suis ému sur mon compte [facebook](#). La Police joue un rôle important et il n'est pas question d'opposer Police et Justice. Les deux doivent fonctionner ensemble mais il est vrai que la Justice comme la Police manquent de moyens. Un juge d'instruction ne peut pas suivre, à lui seul, la masse de dossiers qu'on lui confie. Nous avons besoin d'un ministère de la Justice mieux doté en moyens et en hommes et cela est aussi vrai pour la Police.»

L'agriculture

«C'est un 'gros' sujet parce que le département de Vaucluse est un département agricole. Notre économie est là : maraîchages, cultures saisonnières, vigne, fruits. Je viens d'être confronté au gel des vignobles et des arbres fruitiers qui vont impacter l'agriculture sur plusieurs années puisqu'il faudra arracher les ceps de vignes et les arbres, replanter et attendre leur fructification qui n'interviendra que dans -au mieux- trois ans puis surtout à partir cinq ans pour une production plus qualitative. Sachant, également que le cep met 10 ans à produire un raisin destiné à un vin de qualité. Ainsi, le gel aura impacté en une fois les 5 à 10 prochaines années, mais qui, en dehors des agriculteurs, le sait ?»

La question de l'assurance

«Elle touche absolument tous les agriculteurs et c'est pour le moment un problème insoluble, qu'il faut donc le traiter autrement. Pourquoi ? Parce que l'assurance est volontaire et donc coûteuse ce qui fait que peu de monde y va. Ce système induit des primes annuelles élevées, avec, en référence, les dégâts des années précédentes ce qui renchérit les prix. La solution ? Créer un cercle vertueux. L'Etat pourrait intervenir de façon dégressive avec la mise en place d'un système assurantiel à prix accessibles ce qui permettrait à tous les agriculteurs d'adhérer, cet effet de masse permettant à son tour l'accès à une prime d'assurance au prix contenu.»

Les saisonniers marocains et tunisiens

«La pandémie a bloqué aux frontières les saisonniers agricoles -beaucoup de Marocains et Tunisiens, les Espagnols étant moins impactés par les contingences sanitaires- qui restent 7 jours en quarantaine et dont le coût est à la charge de l'employeur, c'est-à-dire que l'agriculteur en plus des frais de confinement qui sont à sa charge va également rémunérer cette semaine non travaillée. Je demande de l'aide -de l'ordre d'une semaine de Smic, salaire minimum de croissance, agricole- pour les agriculteurs qui ne sont

Ecrit par le 22 novembre 2024

ni responsables de la quarantaine ni de la pandémie.»

La Pandémie a bloqué les saisonniers aux frontières

La Culture

«Je siége, au Sénat, à la Commission de la culture. Au 5 juillet, à l'ouverture du festival d'Avignon, la jauge devrait être de 100%. Cependant tout ce qui concerne la Musique du monde : les festivals de musique en salle et en plein air debout, n'est pas réglé ! Ainsi le Rhinoférok, festival rock de juillet qui a lieu à Pernes-les-Fontaines et réunit 5 000 personnes, a été annulé comme beaucoup en France et en Europe. Pour ces festivals, nous n'avons pas encore trouvé de solution. Cela pose aussi le problème économique lié à la jauge des lieux qui ne sont pas subventionnés. Nous devons donner une réponse claire à l'organisation de festivals de musique.»

Comment presentez-vous les élections ?

«La gauche a des chances sur ces élections départementales d'abord parce que la majorité de droite emmenée par Maurice Chabert n'a pas fait grand-chose sur le domaine du social et de l'écologie et que l'on ne peut pas rester sur une politique immobiliste alors que les questions du social et de l'écologie restent prégnantes. Pour le parti socialiste Jean-François Lovisolo (Maire de la Tour d'Aigues depuis 2008) est assurément le meilleur candidat pour conduire, demain, le Département. Son parcours de maire, de président des maires de Vaucluse, de Conseiller départemental en font un homme aguerri à la question du territoire pour diriger le Département.»

Aider les jeunes de moins de 26 ans

«Pour le social j'évoque le revenu pour les jeunes qui n'ont pas accès au RSA (Revenu de solidarité active d'un montant de 565,34€) entre 18 et plus de 25 ans. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle allocation mais de rassembler l'ensemble des allocations servies pour arriver un minimum garanti qui corresponde au RSA. Cela concernerait tous les jeunes étudiants et apprentis qui vivent actuellement dans une grande précarité.»

Aider les jeunes de moins de 26 ans en précarité

Réussir lors des partiels à l'Université

«A l'occasion du passage des partiels à l'université et alors que les étudiants ont dû désertier leur location pendant le confinement, la fédération du parti socialiste de Vaucluse a lancé un appel à la solidarité pour que les étudiants puissent être hébergés et aidés afin de passer leurs examens dans de bonnes conditions.»

Les élections régionales

«On n'a pas maîtrisé l'accord régional qui a été conduit à Marseille et à Paris. Nous sommes là dans une

Ecrit par le 22 novembre 2024

configuration politique plus générale avec, en arrière-plan, les élections présidentielles. Nous avons là une liste qui ne nous convient pas et je l'ai fait remonter à mon parti. Même si l'on est pour le renouvellement, on ne peut pas admettre que le parti socialiste apparaisse en 4^e position sur une liste 'Rassemblement écologiste et social emmené par Jean-Laurent Félizia' alors que c'est l'une des principales forces de gauche dans le département de Vaucluse avec 400 adhérents à la fédération du Parti socialiste et un maire PS, Cécile Helle d'une ville de plus de 90 000 habitants. Nous sommes la 2^e ville tenue par la gauche dans la région après Marseille ; il n'y a pas d'autres départements à part les Bouches-du-Rhône pour accueillir des parlementaires de gauche et on se retrouve en 4^e position sur les régionales ! »

Lucien Stanzione

Lucien Stanzione, 71 ans est sénateur de Vaucluse. Il a été élu en septembre 2020. Il a été maire d'[Althen-des-Paluds](#) (mars 2001 à mars 2014) et conseiller municipal de Cabrières d'Aigues. Il a été cadre territorial et directeur général de Mistral Habitat (le bailleur social du Conseil départemental de juin 2001 à avril 2011 appelé désormais Vallis Habitat). Il est le 1^{er} secrétaire fédéral PS Vaucluse et président UDESR 84 (Union des élus socialistes et républicains). Il est, entre autres, membre de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, également membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation. Il est membre du groupe socialiste, écologiste et républicain.